

L'ITINERAIRE DES FRANÇAIS EN AMERIQUE DU NORD ET LES ACCIDENTS DE L'HISTOIRE

*Conférence publique prononcée à Montréal, le 21 septembre 1970,
à l'occasion du premier colloque du Comité international d'historiens
et de géographes de langue française.*

Convaincu qu'il avait droit à sa part de l'héritage d'Adam, François I^{er} confia d'abord à Verrazano et plus tard à Cartier la tâche de découvrir une nouvelle voie d'accès vers les richesses de l'Orient. L'explorateur italien donna, en 1524, le nom de Nouvelle-France au littoral atlantique qui s'étendait de la Floride au Cap-Breton. Au cours de ses deux premiers voyages, en 1534 et en 1535-1536, le navigateur malouin explora le golfe et le fleuve Saint-Laurent. Il prit également possession, au nom du roi de France, d'un territoire dont il ignorait l'étendue et les ressources. Sa troisième expédition, en 1541, sous le commandement de La Rocque de Roberval, avait pour but d'établir une colonie permanente. Celle-ci vécut moins de deux ans.

Les premiers Français venus au Canada constatèrent non sans dépit que cette contrée peu hospitalière n'avait aucune ressemblance avec les régions visitées par Marco Polo ou avec celles où s'étaient établis les Espagnols. Le climat était dur, les indigènes, pauvres et peu intéressants. Pas d'or. Pas d'argent. Pas de pierres précieuses. La cargaison que Cartier rapporta précipitamment en France, lors de son dernier voyage, croyant qu'il avait découvert une mine semblable à celles de l'Eldorado, ne contenait que du quartz et de la pyrite de fer. Les expéditions de Cartier n'avaient pas tenu leurs promesses. Elles laissèrent un proverbe : « Faux comme un diamant du Canada ».

De Cartier à Champlain, des pêcheurs et des marchands de fourrures, venus de France et d'autres pays européens, fréquentèrent le golfe et le fleuve Saint-Laurent. Ils n'étaient nullement intéressés à l'établissement de colonies de peuplement. Pour eux, coloniser un territoire du Nouveau-Monde se limitait à s'approprier les richesses qu'il contenait ou produisait. Leur conception de la mise en valeur d'une colonie s'inspirait d'une économie de cueillette. Champlain lui-même vit d'abord dans l'Habitation du Québec une simple colonie-comptoir. Vers 1627, l'Acadie et la vallée du Saint-Laurent se ramènent à un réseau de traite qu'opèrent ou dont vivent une centaine de personnes.

Cent ans après l'exploration de Verrazano, la Nouvelle-France demeure toujours un nom sur une carte, un projet, un rêve.

Richelieu peut être considéré comme le premier et l'un des rares dirigeants français des XVII^e et XVIII^e siècles qui tenta de traduire dans les faits les ambitions colonisatrices de la France. Il avait compris, jusqu'à un certain point, que, si la sécurité du royaume exigeait le maintien d'un équilibre des forces en Europe, son avenir comme grande puissance était lié à une politique d'expansion maritime et coloniale. La conception même de la colonisation avait quelque peu évolué depuis la fin du XVI^e siècle. Le développement des colonies espagnoles d'Amérique, l'arrivée des colons britanniques en Virginie et à Plymouth, la fondation de la Nouvelle-Hollande obligèrent les Français de la métropole et de l'Amérique du Nord à s'interroger sur leurs objectifs et à reviser leur politique américaine. La concurrence britannique, en particulier l'expédition des Virginiens qui vinrent raser les établissements de l'Acadie en 1613, leur avaient rappelé qu'ils devaient prendre les moyens de s'installer définitivement dans la vallée du Saint-Laurent. Dès 1618, Champlain essaie de convaincre le gouvernement de Paris que Québec ne peut pas demeurer un comptoir de fourrures. La Nouvelle-France vivra et sera utile à sa mère-patrie uniquement si elle devient une colonie habitée par une population permanente qui en exploitera rationnellement toutes les richesses. Neuf ans plus tard, Richelieu, qui a également tenu compte des conseils judicieux d'Isaac de Razilly, entendit l'appel du fondateur de Québec.

Le sort n'a jamais favorisé les Français de l'Amérique du Nord. Les grands espoirs qu'avait soulevés l'organisation de la Compagnie des Cent-Associés (1627) s'évanouirent en moins de deux ans. Victimes des attaques de marins à la solde de l'Angleterre, alors en guerre contre la France, les deux premières expéditions de la Compagnie en Nouvelle-France se soldèrent par une perte de quelque 300.000 livres. En 1629, des Ecossais s'établissent à Port-Royal et au Cap-Breton. Les Anglais occupent Québec, une première fois, de 1629 à 1632. Remise à la France par le traité de Saint-Germain-en-Laye, la colonie ne peut plus compter sur l'aide de la Compagnie des Cent-Associés. Ses membres ont risqué près de 400.000 livres dans une entreprise qui ne leur a rapporté que des déceptions, des déboires et des procès. L'avenir de la Nouvelle-France ne les intéresse plus puisqu'ils y ont sacrifié inutilement une partie de leurs biens personnels. Les nouveaux actionnaires qui ont acquis des parts dans la Compagnie n'ont pas l'intention de respecter les engagements de ses fondateurs. Sollicité par d'autres tâches, Richelieu n'a pas pu reprendre les projets de 1627. Après sa mort, la Compagnie abandonne à d'autres groupes l'exploitation de la Nouvelle-France. Décidément, au XVII^e comme au XVI^e siècle, le Canada trompait l'attente des Français qui espéraient en obtenir fortune et prospérité.

Malgré tout, quelques familles françaises tinrent, dès la première moitié du XVII^e siècle, le pari de s'établir définitivement en Amérique du Nord. Vivant du commerce et de l'agriculture, ces pionniers se convainquent que les Français ont un avenir dans le Nouveau-Monde. Si l'Acadie, en proie aux divisions intestines et victime des assauts répétés de ses ennemis, végète jusqu'en 1670, une collectivité franco-laurentienne se constitue après le retour de Champlain en 1633. Les fondations de Trois-Rivières (1634) et de Montréal (1642) complètent l'occupation du territoire. Deux dates importantes marquent cette première période de l'enracinement : 1635, fondation du Collège de Québec à la demande expresse des familles qui veulent faire instruire leurs enfants dans le pays où ils sont appelés à demeurer ; 1645, fondation de la Compagnie des Habitants qui réunit les dirigeants politiques et économiques de la colonie. Ceux-ci ont négocié une entente avec la Compagnie des Cent-Associés. Le Canada compte maintenant une classe dirigeante intéressée à son développement et lui fournissant les cadres dont il a besoin.

Compte tenu de la situation dans la colonie et en Europe, le Canada a connu de 1633 à 1663 un développement qui légitime en partie les visions de ceux qui lui prédisent un brillant avenir. Durant ces trente années, la population est passée de quelque 100 habitants à 2.500. De nombreuses institutions se sont établies. Depuis 1659, Québec a un évêque. Ses fondations religieuses rappellent que, sans l'idéal missionnaire de la Contre-Réforme, la colonie n'aurait pas survécu. Mais le chemin parcouru, les résultats obtenus démontrent qu'il faut faire davantage si le Canada veut relever le défi que constituent la menace iroquoise et l'ascension rapide des colonies anglaises voisines. Chaque Français d'Amérique du Nord, depuis le gouverneur jusqu'au plus modeste censitaire, se tourne vers la mère-patrie et attend de son souverain les décisions qui mettront fin à l'insécurité du présent et assureront l'avenir.

Louis XIV, reprenant la politique de Richelieu, n'est pas demeuré insensible aux demandes de ses sujets d'outre-mer. Le roi et ses conseillers semblent avoir compris que les Français établis en Acadie et dans la vallée du Saint-Laurent travaillent à l'édification d'un empire colonial qui donnera à la France une position privilégiée sur l'échiquier international. Pour réussir dans leur entreprise, ils ont besoin de l'appui de leur métropole-nourricière. Devenue colonie royale, la Nouvelle-France reçoit une nouvelle constitution. Le régime seigneurial est complètement remanié. Un régiment de quelque 1.200 hommes vient aider les milices coloniales dans leur lutte contre les Iroquois. L'intendant Talon se propose de mettre en valeur toutes les ressources de la colonie et d'en étendre les frontières au nord, au sud et à l'ouest du continent. Il ne doute pas que « du côté du Sud, rien n'empêche qu'on ne porte le nom et les armes de Sa Majesté jusqu'à la Floride, les Nouvelles Suède, Hollande et Angleterre, et que par la première

de ces contrées, on ne perce jusqu'au Mexique ». Ce fonctionnaire, qui prend ses désirs pour la réalité, s' imagine avoir à sa disposition toutes les ressources de la France. Jetant un regard de visionnaire sur l'avenir, il soutient que, si le roi ne considère pas le Canada comme un comptoir et veut en faire une colonie de peuplement, il s'y formera « un grand Royaume » qui deviendra un allié utile de la France.

Colbert se chargea de rappeler son subalterne à une vue plus réaliste de la situation. Il lui rappela que le roi ne pouvait pas s'occuper uniquement du Canada et qu'il ne saurait être question de dépeupler la France pour augmenter la population de la colonie. Talon s'inclina et renonça à « parler du grand établissement que ci-devant j'ai marqué pouvoir se faire en Canada à la gloire du roi et à l'utilité de son Etat ». La politique étroitement mercantiliste de Colbert, la conception dynastique qu'avait Louis XIV de la politique internationale qui le limitait à son hexagone familial, ses illusions militaristes, la nature même de l'économie française avaient vite mis fin au projet d'une colonisation intégrale en Amérique du Nord. De plus, il ne faut pas oublier que la vallée laurentienne ne pouvait pas, aux XVII^e et XVIII^e siècles, faire vivre une population nombreuse. La rigueur de son climat, son éloignement des grandes voies maritimes, la pauvreté de son sol arable et le nombre limité de ses ressources naturelles facilement exploitables ne favorisaient pas l'immigration.

A la fin du XVII^e siècle, la Nouvelle-France s'étendait de l'Acadie à la Baie d'Hudson, de Québec au golfe du Mexique, de Montréal au-delà des Grands-Lacs. Moins de 15.000 Français habitent ce vaste territoire qu'ils sont obligés d'étendre sans cesse afin de contrôler le commerce des fourrures sur lequel repose principalement l'économie de la Nouvelle-France. A la même époque, les colonies anglaises comptent quelque 250.000 habitants. Grâce à leurs alliances avec les tribus indiennes de l'hinterland, les Franco-Canadiens ont réussi jusqu'alors à contenir les colons anglais sur la côte atlantique. Ils profitent également du fait que leurs ennemis sont divisés en plusieurs établissements. Il n'est pas exagéré de soutenir que les Franco-Canadiens formaient une population de soldats-commerçants. Ils avaient conscience de vivre une grande aventure où le courage, la force physique, l'audace, la ruse et la violence assuraient le succès de ceux qui y étaient engagés. Le défi qu'ils avaient lancé à la géographie et à l'Empire britannique, qui prit trois générations à le relever, avait développé chez eux une mentalité de joueurs. Mais combien de temps encore pourraient-ils soutenir leur pari ? L'un de leurs porte-parole le plus prestigieux, Pierre Le Moyne d'Iberville, prophétise avec angoisse, dès 1699, que si la France ne s'installe pas solidement dans la vallée du Saint-Laurent et dans celle du Mississippi « la colonie anglaise qui devient très considérable s'augmentera de manière que dans moins de cent années, elle sera assez forte pour se saisir de toute l'Amérique et en chasser toutes les autres nations ».

La guerre de la Succession d'Espagne, engagée au nom d'un principe qui appartenait à une époque révolue, a affaibli la France et définitivement compromis l'avenir de la Nouvelle-France. Le traité d'Utrecht condamnait celle-ci à une lente agonie. La tentative de rebâtir l'Acadie au Cap-Breton et à l'île Saint-Jean, la construction de Louisbourg, la fortification du Saint-Laurent, l'établissement de nouveaux postes frontaliers pour assurer la garde des Grands-Lacs et de la vallée du Mississippi, la relance de la Louisiane, l'exploration des territoires de l'Ouest par Lavérendrye pour orienter le commerce des fourrures vers Montréal, les mesures administratives adoptées pour diversifier l'économie de la vallée du Saint-Laurent et augmenter sa population exigèrent de la métropole et des Franco-Canadiens un effort soutenu et des mises de fonds considérables. Les sacrifices consentis n'empêchèrent pas la débâcle de 1759-1760. Si le succès récompensait toujours les plus courageux et les plus tenaces, les Canadiens auraient dû triompher car ils luttèrent jusqu'à l'épuisement pour défendre leur territoire et conserver leur liberté collective. Les victoires de Carillon et de Sainte-Foy leur donnèrent au moins l'assurance qu'ils auraient facilement vaincu s'ils avaient eu les ressources de leurs ennemis. Les Anglo-Américains l'emportèrent finalement parce qu'ils étaient les plus forts et les plus nombreux. Ils détenant cette supériorité depuis les débuts de la colonisation européenne en Amérique du Nord. Néanmoins, une poignée d'hommes, que l'on peut qualifier de téméraires, les avaient tenus en échec pendant plusieurs générations.



Vaincus, conquis et occupés, les 65.000 Canadiens qui décidèrent de demeurer dans la vallée du Saint-Laurent se soumirent au nouveau roi que le sort des armes leur avait donné. Habités à vivre en régime de monarchie absolue, ils s'imaginèrent que George III et son gouvernement se consacraient au progrès de la colonie et de ses habitants canadiens. La propagande du conquérant ne négligea aucun moyen pour les entretenir dans cette illusion. Leurs propres dirigeants, obligés de collaborer avec l'occupant, n'avaient pas la liberté de soutenir le contraire. Graduellement, un *modus vivendi* s'établit entre vainqueurs et vaincus. La majorité de ceux-ci se convainquit que la France n'avait pas dit son dernier mot en Amérique du Nord et qu'une autre guerre libérerait le Canada de ses occupants britanniques. En attendant ce moment si ardemment désiré, la masse du peuple se réfugia dans un état de résistance passive. La guerre de l'Indépendance et l'appui donné par Louis XVI aux Etats-Unis soulevèrent de grands espoirs chez les Canadiens. Ils ne doutèrent pas un seul instant que la mère-patrie, maintenant victorieuse en Amérique du Nord, reprendrait son œuvre colonisatrice dans la vallée du Saint-Laurent. Le traité de Versailles déçut profondément les Canadiens. Ce fut réellement en 1783, beaucoup plus qu'en 1763 — car alors la France était vaincue,

qu'ils eurent l'impression d'avoir été abandonnés par la mère-patrie. Néanmoins, leur attachement envers la France n'en fut pas diminué.

Si la Révolution française scandalisa les dirigeants canadiens, le peuple, en général, réagit différemment. Lorsqu'on annonça les exécutions de Louis XVI et de Marie-Antoinette, plusieurs paysans et artisans soupçonnèrent les autorités britanniques d'avoir inventé ces mauvaises nouvelles afin de discréditer la France. Plus tard, les victoires de la République réjouirent les Canadiens et vinrent rallumer l'espoir d'une revanche. En 1794 et 1796, des émeutes éclatèrent dans les régions de Québec et de Montréal. La propagande des émissaires du représentant de la France auprès du gouvernement américain reçut un accueil favorable auprès de la population. Plusieurs Canadiens, appartenant aux classes populaires, manifestèrent leur opposition au régime britannique et aux notables canadiens qui l'appuyaient en se solidarisant avec la France révolutionnaire. Après la signature du Concordat de 1801, même les dirigeants canadiens se félicitèrent en secret des succès militaires de l'ancienne métropole. Les difficultés de l'Empire britannique ne les peinaient nullement. Grâce à Napoléon et à la France, ils se sentaient moins humiliés, moins petits devant l'occupant. Les peuples dominés se consolent comme ils peuvent.

Deux générations après la Conquête, les Canadiens s'imaginèrent qu'ils pourraient conquérir leur indépendance sans une guerre internationale et sans l'intervention de la France. Les Canadiens de 1763, de 1778, de 1794-1796 et de 1801-1805 qui avaient compté sur le retour de la mère-patrie en Amérique du Nord et sur une modification radicale de l'échiquier international pour libérer leur patrie étaient plus réalistes que les leaders laïcs de la collectivité au cours des années 1822-1837. Ceux-ci avaient peut-être le malheur de vivre à l'époque de l'exaltation romantique ! Papineau et son parti commirent l'erreur de croire que les Canadiens avaient reçu du parlement britannique le droit de gouverner seuls le Bas-Canada. Ils s'entêtaient à ignorer que, depuis 1763, un Canada anglais s'était bâti au milieu et au-dessus des Français de la vallée du Saint-Laurent. Maître de l'Assemblée législative du Bas-Canada — le Québec d'aujourd'hui, le parti canadien qui recevait l'appui massif des électeurs francophones auxquels Londres avait inconsidérément accordé le suffrage universel, voulut mater le Conseil législatif où le roi maintenait une majorité de membres anglo-britanniques et exercer un contrôle direct sur le gouvernement de la colonie.

La bourgeoisie anglaise, qui s'était rendue maîtresse de l'économie laurentienne dès la première décennie après la Conquête, ne l'entendait pas ainsi. Les ambitions et l'agitation des Canadiens, les descendants des anciens vaincus, menaçaient ses propres intérêts et compromettaient l'avenir de la colonisation britannique en Amérique du Nord. Les chefs de la collectivité anglophone bénéficiaient d'intelligences au sein de l'administration coloniale et de l'armée d'occupation. Après

1834, ils conclurent qu'un affrontement armé entre les Canadiens et les autorités britanniques était devenu inévitable. Ils le souhaitaient même afin de briser l'impasse dans laquelle la constitution de 1791 avait placé la colonie.

L'irresponsabilité des leaders laïcs canadiens, qui avaient surestimé leurs forces et sous-évalué celles de leurs adversaires, servit admirablement les fins poursuivies par ceux-ci. Le soulèvement armé de 1837-1838 permit au gouvernement impérial de changer la constitution et fournit enfin aux Britanniques de la vallée du Saint-Laurent l'occasion tant attendue de démontrer aux Canadiens et à leurs porte-parole où logeait le pouvoir de gouverner le pays. L'emprisonnement, les procès expéditifs, l'exil et la pendaison de plusieurs chefs patriotes, les expéditions punitives de l'armée d'occupation, aidée par des volontaires britanniques dont la haine et le racisme se manifestèrent librement au nom de Sa Majesté, rappelèrent la population française à une vue plus réaliste de sa position dans la vallée du Saint-Laurent, quatre-vingts ans après la Conquête. Les administrateurs ecclésiastiques, qui avaient su conserver une attitude prudente pendant les années troublées de la période 1820-1840, profitèrent de l'échec des dirigeants laïcs. Ils devinrent les guides les plus écoutés d'un peuple qui se reprochait d'avoir cru en la liberté prônée par Papineau et ses lieutenants. Ceux qui dorénavant se disaient ses dirigeants, lui prêchèrent la soumission et la frugalité.

Les Français de la vallée du Saint-Laurent changèrent même de nom. A l'époque où ils croyaient s'être donné une patrie, soit du XVII^e siècle à 1840, ils s'appelèrent les Canadiens. Lorsqu'ils furent forcés de reconnaître que les *British Americans*, devenus depuis les *Canadians*, avaient confisqué à leur profit le Canada, ils se désignèrent sous le titre de Canadiens français. Ils reconnaissaient ainsi qu'ils avaient perdu leur liberté collective en devenant annexés à un nouvel Etat, appelé lui-même le Canada, un royaume britannique bien différent du pays qui avait d'abord porté ce nom. Les habitants francophones de la vallée du Saint-Laurent acquirent graduellement une mentalité de minoritaires même dans la région où ils constituaient la majorité de la population. Ils avaient tellement peu confiance en eux-mêmes qu'ils en vinrent à s'étonner d'exister encore. On parla du « miracle de la survivance » oubliant qu'une suite d'accidents historiques avaient rendu celle-ci inévitable.

Conscients de leur impuissance, les dirigeants de la collectivité se réfugièrent dans des rêves mégalomanes. Lorsque la misère força, entre 1840 et 1930, quelques 600.000 Québécois francophones à s'exiler aux Etats-Unis, en Ontario et dans l'Ouest canadien, plusieurs porte-parole officiels, qui se disaient les interprètes d'un plan secret, soutinrent que les Canadiens français avaient reçu la mission de répandre le catholicisme dans l'Amérique anglo-protestante et de la protéger contre les tentations du matérialisme. Incapables de mettre en valeur

le territoire québécois et d'assurer à sa population francophone une honnête subsistance, les classes dirigeantes traditionnelles tentèrent de convaincre leurs compatriotes qui ne voulaient pas quitter le sol natal qu'ils devaient se sacrifier afin de maintenir en Amérique du Nord un style de vie pastoral et archaïque. La population francophone du Québec, en plus de perdre chaque année des milliers de membres obligés d'aller gagner leur vie à l'étranger, assista au génocide culturel des minorités francophones du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de l'Ontario. Ses protestations et ses récriminations furent sans effet mais lui valurent d'être accusée de racisme par les *Canadiens*. Ceux-ci lui reprochaient son manque de loyalisme et de dévouement envers l'Empire britannique qui lui avait apporté, selon la propagande officielle, la liberté et la prospérité.

Au moment même où les descendants des premiers habitants européens du pays devaient s'expatrier, des millions d'immigrants, invités par le gouvernement d'Ottawa, venaient s'y installer. Les dirigeants les plus dociles et les plus myopes de la collectivité canadienne-française ne pouvaient s'empêcher d'y voir une politique de peuplement destinée à assurer la prédominance de la population anglophone. Sachant qu'ils devaient la subir puisque leur influence était presque nulle sur l'orientation politique et économique du Canada, ils recommandèrent à leurs compatriotes de maintenir un haut niveau de natalité. Quelques rêveurs soutinrent même que, grâce à « la revanche des berceaux », les Canadiens français constitueraient un jour la majorité de la population pancanadienne. Le mythe de la reconquête démographique continentale consola quelques générations. Les *Canadiens* eux-mêmes y crurent et dénoncèrent la menace d'une *French and Popish domination*.

Soumis aux déterminismes tragiques de leur histoire, les Canadiens français, réagissant comme tout autre groupe humain placé dans les mêmes circonstances, n'avaient pas renoncé à l'avenir. Ils s'efforçaient d'oublier les faits porteurs d'un message néfaste et s'accrochaient désespérément à tous les signes qui semblaient favorables. Au cours de ce pénible itinéraire qui ressemble à celui d'une épave abandonnée au jeu des flots, la France, ou l'image qu'ils en ont toujours entretenue, a constamment accompagné les Canadiens français. Crier leur attachement envers la France c'était pour eux une façon détournée de dénoncer l'occupant sans l'affronter directement. Cette attitude se manifesta éloquentement lors de la visite d'une frégate française au Québec en 1855. Le commandant de *La Capricieuse* et son équipage furent l'objet d'un délire collectif. L'alliance anglo-française durant la guerre de Crimée permettait aux Canadiens de crier « Vive la France » sans être accusés d'antibritannisme. Néanmoins, le gouverneur-général, Sir Edmund Walter Head, jugea provocant l'enthousiasme des Québécois francophones et en informa le gouvernement impérial. La défaite de la France en 1870 éprouva lourdement tous les Canadiens français.

Ceux-ci savent que, pour ne pas complètement perdre foi en eux-mêmes, ils ont besoin d'une France puissante, victorieuse, prospère et expansionniste. Il est évident que leur amour de la France n'est pas complètement désintéressé. Il est même ambivalent.

Un voyageur français de la fin du XIX^e siècle a bien saisi la mentalité particulière des Canadiens français d'alors qui n'avaient pas eu depuis la Conquête et l'occupation de leur ancienne patrie la liberté de se définir et de se réaliser comme collectivité distincte en Amérique du Nord. Étonné de constater que les monuments historiques de la ville de Québec, capitale d'un territoire où les francophones constituaient la majorité de la population, réunissaient Wolfe, Montcalm, Frontenac, les fleurs de lys, le lion britannique, les Français, les Canadiens et leurs ennemis, il écrit : « C'est d'abord singulier ce patriotisme mi-parti, cette association des vainqueurs et des vaincus dans une égale apothéose. On ne s'explique pas de suite cet état d'âme tel qu'il est véritablement — à la fois sentimental et rusé. Les Canadiens français aiment la France dont ils sont sortis, mais ils sentent la nécessité de ménager l'Angleterre. Ils se sont donc fabriqué une patrie fictive, honorant dans un même culte des gens qui se battaient avec fureur il y a cent cinquante ans. Mais l'amour de l'ancienne patrie est néanmoins mal endigué — surtout chez le populaire, plus généreux et moins compliqué. Il se déchaîne parfois furieusement autour d'un emblème, d'un vieux drapeau qui a abrité une victoire de Montcalm dans un lieu appelé Carillon, sur les bords du lac Champlain. Le peuple promène alors cette loque blanche fleurdelysée comme une relique à travers la ville avec des démonstrations qui ne doivent pas laisser de doute à l'Angleterre sur la sympathie qu'elle inspire »¹.

Quelques années plus tard, même si un Franco-Québécois, Sir Wilfrid Laurier, était premier ministre du Canada depuis 1896, André Siegfried constatait : « Malgré la fidélité raisonnée qu'elle témoigne à l'Angleterre, la masse des Français du Canada n'aimera jamais les Anglais »². L'auteur ne songeait pas aux habitants de l'Angleterre mais aux *Canadiens*. Par souci d'objectivité, il aurait dû ajouter que ceux-ci méprisaient leurs concitoyens francophones et souhaitaient leur disparition comme membres d'une collectivité distincte. La simple existence de celle-ci leur est toujours apparue comme un anachronisme folklorique qu'il faut tolérer avec paternalisme en attendant patiemment son extinction ou comme une conjuration menaçant l'unité du Canada anglais qu'il faut déjouer en réduisant les Canadiens français au statut d'une minorité linguistique impuissante non seulement dans l'ensemble de la Confédération canadienne mais à l'intérieur même du Québec.

*
**

1 VALBERT CHEVILLARD, *Paysages canadiens*, Paris, 1891, pp. 36-37.

2 *Le Canada : les deux races*, Paris, 1906, p. 136.

La première moitié du XX^e siècle a enfin forcé les Français de l'Amérique du Nord à interpréter lucidement l'itinéraire parcouru, à évaluer correctement les conséquences des déterminismes rencontrés et à prendre les décisions qui s'imposent. En Nouvelle-Angleterre et dans l'Etat de New York, les descendants contemporains des immigrants franco-québécois de la période 1840-1930 sont devenus des *Americans* comme les autres. Les rêves de survivance et de conquête culturelle qu'ont entretenus quelques prophètes de l'ancien nationalisme messianique les font aujourd'hui sourire quand ils se donnent la peine d'interroger le passé. En général, comme tout immigrant qui poursuit sa promotion individuelle, ils préfèrent l'oublier. Dans la vallée du Mississipi, le voyageur constate que quantité de lieux géographiques aux noms français rappellent la présence franco-canadienne des XVII^e et XVIII^e siècles. Les annuaires du téléphone des principales villes de cette région de la Nouvelle-Angleterre contiennent de longues listes de patronymes d'origine française. Ceux qui les portent ne sont plus français mais par coquetterie ils n'ont pas encore anglicisé leur nom de famille. La majorité ne partage pas ce point de vue et il est à la fois triste et amusant de relever les MM. Baker (Boulangier), Butcher (Boucher), Clearwood (Boisclair), Greenwood (Boisvert), Burgess (Bourgeois), Drinkwater (Boileau), Drinkwine (Boivin), Welcome (Bienvenue) et autres. En Louisiane, quelques personnes bien intentionnées parlent ces temps-ci d'une renaissance française. Leur enthousiasme fait revivre les émotions qui animaient les missionnaires et les pèlerins de la franco-américanie à la fin du XIX^e siècle. Leurs prévisions se buteront aux mêmes obstacles. Une langue ne peut se maintenir et exprimer une culture que si ceux qui la parlent ont la liberté et les moyens d'exister comme collectivité distincte. Des individus isolés qui conservent par piété filiale ou par entêtement une langue en voie de disparition ne constituent pas une société.

Dans les provinces anglaises de la Confédération canadienne, la situation des quelque 500.000 Canadiens français qui ne sont pas encore complètement assimilés à la majorité *Canadian* est celle de toutes les minorités linguistiques vivant dans un milieu étranger et souvent hostile. Ils forment des ghettos à l'intérieur desquels ils parviennent à maintenir un mirage de la vie française. C'est en Ontario et au Nouveau-Brunswick que survivent les groupes francophones les plus importants. Les porte-parole les plus lucides des nouvelles générations chez les Franco-Ontariens et chez les Acadiens s'interrogent de plus en plus sur l'avenir de la culture française, comme expression d'un agir collectif, dans un milieu massivement anglo-nord-américain. Depuis la mise en vigueur de quelques mesures gouvernementales destinées à encourager le bilinguisme et le biculturalisme, ces flots francophones ont temporairement acquis une importance tout artificielle. Cela est dû à la conjoncture politique présente. Tentant de calmer l'opinion franco-québécoise, le Canada anglais a décidé de se donner un maillage bilingue.

Quelques hommes politiques d'origine canadienne-française, disciples attardés de l'ancien nationalisme messianique, se prêtent à l'entreprise. Ils soutiennent que les Canadiens français doivent relever un défi continental en répandant leur culture d'Halifax à Vancouver et en forçant les *Canadians* à bâtir un pays nouveau où les citoyens francophones joueraient enfin un rôle de premier plan. Georges-Etienne Cartier, Adolphe Chapleau, Wilfrid Laurier, Ernest Lapointe, Louis Saint-Laurent, soit cinq générations d'hommes politiques fédéraux canadiens-français, auxquels il faut ajouter toute une succession d'orateurs, de poètes et de prédicateurs en veine d'éloquence, ont déjà proposé le même programme. Compte tenu des renseignements dont ils disposaient et de l'équipement mental de l'époque, il leur était permis d'entretenir certains mythes sur l'avenir des Français en Amérique du Nord. D'ailleurs, il faut se rappeler que le nationalisme messianique de la fin du XIX^e siècle et des débuts du XX^e s'appuyait sur l'apostolat catholique. De fait, l'Eglise québécoise a participé à la fondation et à l'organisation de presque tous les diocèses de l'Amérique du Nord. Ce succès envira temporairement les dirigeants de la collectivité. Si les *Canadians* semblent aujourd'hui prêts à consentir quelques sacrifices sur l'autel du bilinguisme c'est parce qu'ils ne craignent plus une *French and Popish domination*, ayant enfin constaté la faiblesse de la minorité francophone dans l'ensemble de la Confédération canadienne. Les plus machiavéliques, parmi lesquels se recrutent particulièrement les membres de la minorité anglo-québécoise qui se considère toujours comme l'héritière des conquérants de 1760, attendent beaucoup de cette nouvelle politique d'accueil linguistique. Ils calculent qu'en favorisant la mobilité continentale des Canadiens français à la recherche d'un emploi ou d'une promotion, elle assurera leur mise en minorité à l'intérieur du Québec, la seule région politiquement organisée où, grâce à une suite d'accidents historiques, ils sont demeurés jusqu'ici la majorité des électeurs. Privés de ce levier indispensable, les habitants francophones des dix provinces canadiennes, comme tous les autres Français de l'Amérique du Nord, seraient réduits au statut de simples immigrants condamnés à s'assimiler intégralement à la majorité. Leur histoire deviendrait celle de tous les autres groupes ethniques du Canada et des Etats-Unis qui se sont fondus dans le grand creuset qui a donné naissance à la civilisation nord-américaine.

*
**

Au Québec, un nouvel homme francophone nord-américain s'est affirmé depuis une génération. Libéré de la mentalité de minoritaire du Canadien français de la période 1840-1940, il se proclame Québécois. Le Québécois c'est celui qui a repris la tradition politique des Canadiens du XVII^e, du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle, de ces hommes et de ces femmes qui réclamaient leur liberté comme membres d'une collectivité distincte ayant le droit de bâtir elle-même

son avenir en Amérique du Nord. L'historien est ici en présence d'un phénomène de décolonisation ou de reconquête. Les principales étapes qui l'ont marqué dessinent un mouvement qui semble irréversible. Durant la Deuxième Grande Guerre, les Canadiens français du Québec purent mesurer la profondeur du mépris que leur portait le Canada anglais. Celui-ci renia cyniquement tous les engagements politiques qu'il avait solennellement pris envers le Québec. Lors du plébiscite de 1942, les Canadiens français refusèrent de se laisser intimider par la majorité *Canadian* qui ne négligea aucun moyen de pression et d'oppression pour leur arracher un vote favorable à la conscription militaire, contrairement aux promesses qu'ils avaient reçues. Un peuple, habitué de s'incliner devant ceux que leurs pseudo-dirigeants leur avaient appris à vénérer, lança à la face du Canada anglais et de ses propres élites traditionnelles un « Non » retentissant.

Six ans plus tard, le Québec adoptait un drapeau. Les premiers propagandistes du fleurdelysé avaient pris figure d'agitateurs et provoqué l'indignation ou le mépris de l'*Establishment* anglo-canadien et de ses associés canadiens-français. Depuis 1948, les Franco-Québécois ont commencé à croire qu'ils avaient reconquis leur territoire natal puisqu'ils lui avaient donné un emblème national. Lorsque le parlement fédéral, après un acrimonieux et long débat, fit enfin le choix d'un drapeau canadien, cette décision, qui, une génération plus tôt, aurait soulevé l'enthousiasme des Canadiens français, laissa les Québécois de 1965 complètement indifférents. Entraînés depuis le plébiscite de 1942 dans un processus graduel de désengagement vis-à-vis du Canada anglais, mouvement qu'avaient accéléré la politique autonome de Maurice Duplessis et les réformes audacieuses du gouvernement Lesage, leur attitude générale était devenue celle de citoyens qui ne se considéraient plus comme membres de l'union pancanadienne. L'année précédente, en boycottant la visite de la reine Elizabeth invitée au parlement québécois, ils avaient clairement manifesté leur opposition à la monarchie britannique et à tout ce que cette institution représente pour eux depuis la Conquête. Après deux siècles d'occupation étrangère, la minute de vérité avait sonné.

Personne n'a oublié les événements du mois de juillet 1967. La visite du général de Gaulle se transforma en une véritable consultation populaire. La masse du peuple québécois proclama sa foi en elle-même et en son avenir en acclamant l'homme de la destinée, celui que les Français de 1944 considéraient comme leur libérateur et qui avait présidé, après 1958, à une renaissance de la France en la sortant des ornières où l'avait conduite une politique colonialiste. Le leader prestigieux que les Québécois honoraient n'avait-il pas compris la volonté d'émancipation des anciens peuples coloniaux ? Ne devaient-ils pas également lui témoigner leur reconnaissance pour le nouveau départ que son gouvernement avait donné aux relations France-Québec ? De plus, les Franco-Québécois admiraient le seul chef poli-

tique du monde atlantique qui avait contesté l'hégémonie anglo-saxonne et dénoncé l'impérialisme des Etats-Unis. Le 24 juillet 1967 c'est le petit peuple, la majorité silencieuse, les fidèles descendants des Français de l'Amérique du Nord des XVII^e et XVIII^e siècles qui ont répété leur défi séculaire à la domination étrangère. Cette réaction imprévue et spontanée, dont tout observateur le moins attentif averti sentit le sens profond, scandalisa la caste des anciens notables du Québec et déclencha une colère rageuse chez les *Canadians*. Ceux-ci montrèrent au grand jour quels étaient leurs sentiments véritables à l'égard de leurs concitoyens francophones. Le malentendu sur lequel avait reposé jusqu'alors la fragile unité du pays avait pris fin. Les masques étaient tombés.

Les membres les plus perspicaces de l'élite anglo-canadienne se ressaisirent rapidement. Ils avaient compris qu'il fallait agir vite. Le plus urgent était d'amener les Franco-Québécois à se convaincre que le Canada pouvait encore devenir leur patrie. Le parti conservateur fédéral changea de chef. M. Robert L. Stanfield se montra prêt à admettre que le Québec n'était pas une province comme les autres. Il flirta même avec l'idée qu'il y avait peut-être deux nations au Canada. Ses bonnes dispositions provoquèrent une levée de boucliers chez les nationalistes *Canadian*. Ceux-ci l'accusèrent de desservir la *national unity* et de faire indûment la cour aux Québécois. Le parti libéral fédéral sut habilement profiter des circonstances. Ayant une fois de plus recours à la stratégie qu'il avait utilisée en 1887 et en 1948 — deux moments où les relations Québec-Ottawa étaient particulièrement tendues, il se choisit un leader d'origine franco-canadienne.

M. Pierre Elliott Trudeau se couvrit du manteau qu'avaient porté Wilfrid Laurier et Louis Saint-Laurent. Il reprit, sans rien y changer, les discours que leur avait inspirés l'ancien nationalisme messianique. Les Franco-Québécois l'écoutèrent poliment mais refusèrent de lui accorder la majorité de leurs votes aux élections de 1968. Les observateurs calculent que moins de 40 % des électeurs francophones du Québec ont alors donné leur appui au parti libéral fédéral. Wilfrid Laurier et Louis Saint-Laurent avaient toujours reçu, quant à eux, l'appui de la majorité de leurs compatriotes francophones du Québec. De son côté, la minorité anglo-québécoise se rallia massivement à l'homme en qui elle avait mis toutes ses dernières espérances. La majorité anglo-canadienne du pays se persuada qu'elle avait élu un premier ministre qui materait enfin le Québec et les Québécois. Les propagandistes du parti libéral fédéral et son nouveau chef ne négligèrent aucun moyen pour l'entretenir dans cette conviction.

Depuis deux ans, les événements se sont précipités. En octobre 1968, moins de quatre mois après l'élection de M. Trudeau, tous les groupes d'action politique favorables à l'indépendance nationale du Québec se fusionnèrent pour créer le Parti québécois que dirige M. René Lévesque. Cet homme, que les dix dernières années, sans

qu'il l'ait délibérément cherché, ont projeté à l'avant-scène, s'est gagné la confiance des nouvelles générations et de tous les Français contemporains de la vallée du Saint-Laurent qui refusent dorénavant de se considérer comme minoritaires au Québec. A l'automne de 1969, la jeunesse franco-québécoise exprima son profond mépris pour les anciennes classes dirigeantes prisonnières d'une évolution historique qu'elles n'ont jamais voulu analyser lucidement. Des milliers de jeunes ont envahi la place publique et manifesté pendant plusieurs jours pour proclamer leur opposition à une loi qui consacrait officiellement les privilèges linguistiques que la minorité anglo-québécoise s'était reconnus depuis la Conquête. En effet, le Québec est le seul territoire du monde où une minorité peut imposer sa langue aux immigrants qui s'y établissent et à la majorité qui y habite depuis douze générations.

Durant ces semaines fiévreuses, la masse du peuple se sentit solidaire des générations montantes. Celles-ci se montraient capables de se libérer des peurs qui avaient fait courber leurs devanciers. Plusieurs organisateurs syndicaux, qui s'imaginaient que seuls les intellectuels, les professeurs et les étudiants se préoccupaient des problèmes linguistiques et culturels, découvrirent avec étonnement que les ouvriers et les employés québécois se demandent de plus en plus pourquoi ils doivent souvent laisser leur langue maternelle au vestiaire de l'usine ou du bureau où ils travaillent. M. Robert Bourassa, le nouveau premier ministre du Québec, a déclaré que lui-même ne tolérerait plus cette situation. Ses partisans anglo-québécois n'en sont pas encore revenus ! Qui donc pourra maintenant les protéger ? Les Franco-Québécois seraient-ils donc tous des séparatistes ?

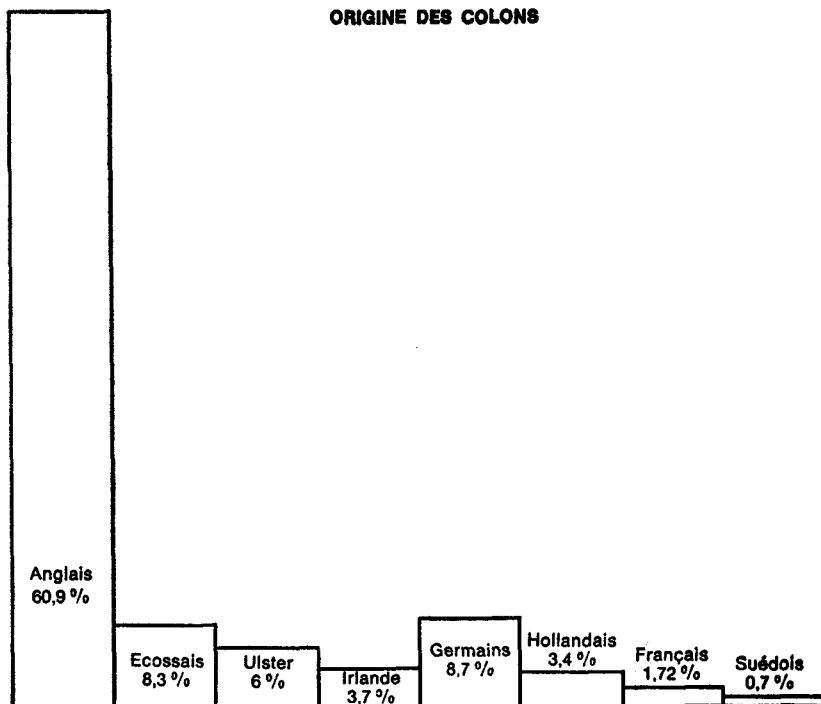
Enfin, les élections du 29 avril 1970 ont mis à nu toutes les divisions et toutes les contradictions de la société québécoise. Un nouvel alignement des groupes en présence et des mouvements politiques en opposition se précise de jour en jour. Le dernier affrontement entre les Français de l'Amérique du Nord et l'*Anglo-Saxondom* aura lieu au Québec, particulièrement à Montréal. L'histoire l'a voulu ainsi. Pour relever les défis des dernières décennies du XX^e siècle, les Québécois ont besoin de grouper toutes leurs ressources et comptent sur l'appui des nations de la francophonie, qui seules sont en mesure de comprendre leur itinéraire.

Annexe 1.

Population du Canada (1966)

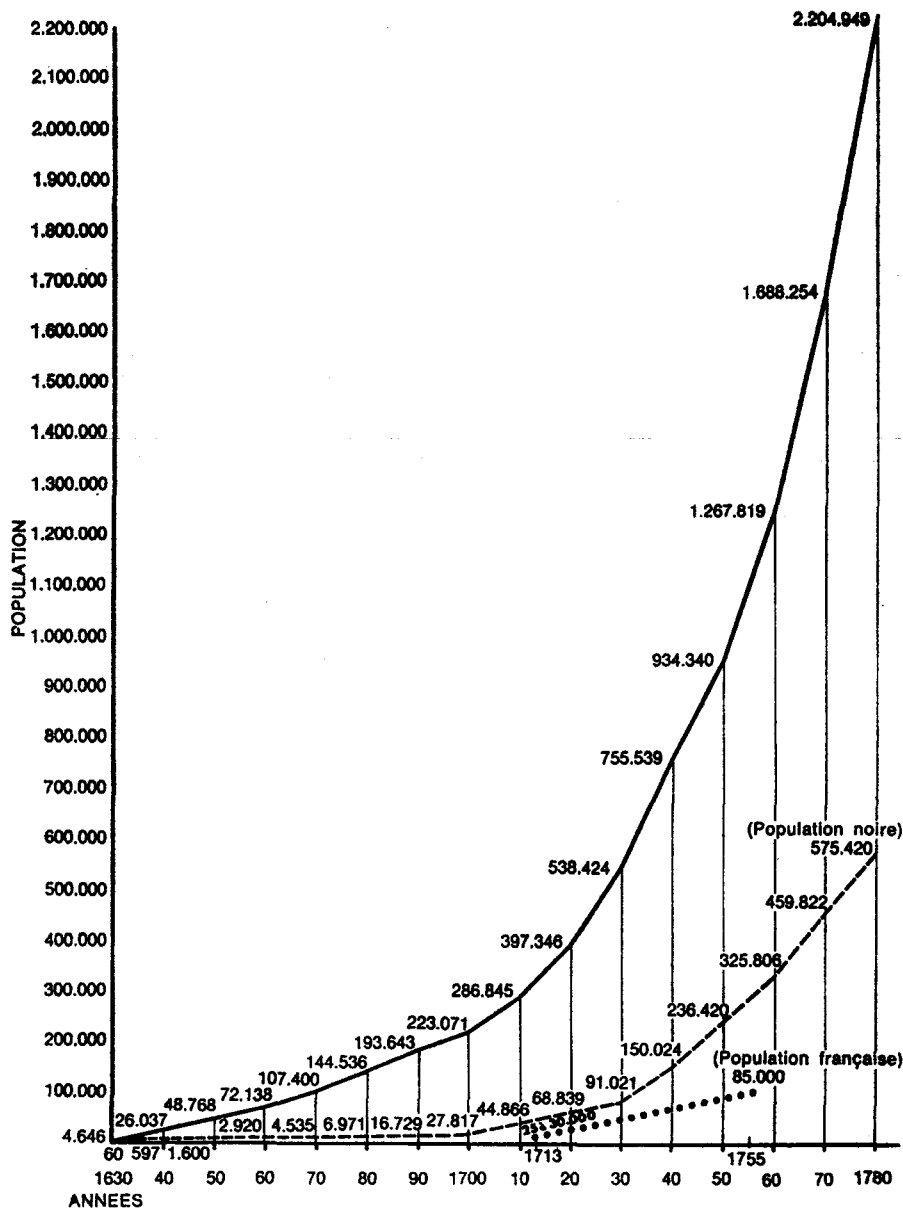
<i>Provinces</i>	<i>Population totale</i>	<i>Population moins les francophones d'origine *</i>	<i>Francophones d'origine *</i>	<i>Pourcentage de francophones par province</i>
Terre-Neuve	493.396	471.678	21.718	4,4 %
Ile-du-Prince Ed.	108.535	90.267	18.268	16,8 %
Nouvelle-Ecosse	756.039	661.858	94.181	12,4 %
Nouv. Brunswick	616.788	373.284	243.504	39,4 %
QUEBEC	5.780.845	1.142.058	4.638.787	80,2 %
Ontario	6.960.870	6.235.794	725.076	10,4 %
Manitoba	963.066	869.926	93.140	9,1 %
Saskatchewan	955.344	892.198	63.146	6,6 %
Alberta	1.463.203	1.365.878	97.325	6,6 %
Colombie br.	1.873.674	1.794.879	78.795	4,2 %
Canada entier	19.971.760	13.897.820	6.073.940	30,4 %

* *Francophones d'origine* : ne signifie pas qu'ils utilisent le français couramment.

ORIGINE DES COLONS

Annexe II

EVOLUTION DE LA POPULATION



Michel BRUNET.

de l'Académie canadienne-française et de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer (France). Professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal. Président de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.